

LECTURES CRITIQUES

Historiciser et conceptualiser le néolibéralisme¹

On aurait pu penser que Serge Audier avait déjà livré tous les résultats de l'ensemble de ses recherches consacrées au néolibéralisme. Avec les publications aux éditions Le Bord de l'eau de deux ouvrages en 2008 et 2015 (une réédition longuement préfacée des actes du Colloque Walter Lippmann de 1938² et une critique de la lecture foucauldienne du néolibéralisme des années 1970³), et surtout chez Grasset en 2012 d'une imposante archéologie intellectuelle des « néo-libéralismes⁴ », l'historien des idées semblait avoir amplement fait le tour de son sujet, et apporté une contribution majeure (sans doute la mieux documentée) à la clarification des mutations récentes du libéralisme. Il semblait même avoir tourné la page avec la parution, entre 2017 et 2021, aux éditions La Découverte, d'une longue trilogie consacrée à l'écologie politique. Alors qu'il paraissait avoir pressé son sujet jusqu'à la dernière goutte, S. Audier a pourtant cru opportun de remettre sur le métier un ouvrage déjà bien poli dans le cadre d'une habilitation à diriger des recherches en philosophie soutenue en 2022, et publiée en deux volumes aux éditions Le Bord de l'eau. Cette nouvelle production ne saurait être vue comme une simple répétition, mais constitue un prolongement bienvenu qui approfondit et étend les premiers travaux de l'auteur. Dès l'introduction générale, ce dernier prétend en effet vouloir y « historiciser et conceptualiser le néolibéralisme » (vol. 1, p. 6). Le premier terme conduit S. Audier à approfondir, et justifier à nouveaux frais, les thèses fortes déjà soutenues

dans ses publications précédentes ; le second l'invite à étendre sa réflexion, et à apporter des précisions nouvelles. Nous nous proposons dans cette recension de reprendre successivement chacun de ces deux volets, dont l'articulation constitue une redoutable gageure.

Une histoire savante du néolibéralisme

Ces deux nouveaux volumes offrent tout d'abord à S. Audier l'occasion d'apporter de nouvelles pièces pour instruire les deux thèses, déjà soutenues dans ses précédents textes, d'un pluralisme de la doctrine néolibérale et d'une discontinuité dans l'histoire de son déploiement. Pour ce faire, S. Audier se propose d'abord d'analyser son objet d'un peu plus près qu'auparavant en concentrant son investigation sur une période plus courte, d'environ 25 ans, allant du Colloque Lippmann de 1938 jusqu'au début des années 1960. Ce « segment temporel relativement court » (vol. 1, p. 66) permet à S. Audier de conduire une lecture beaucoup plus serrée des auteurs dont il parle, et dont il a le mérite rare d'avoir assidûment fréquenté les productions écrites. Si Friedman, Lippmann, Röpke et surtout Hayek sont abondamment cités, S. Audier s'intéresse aussi à beaucoup d'autres auteurs plus rarement considérés (notamment Allais, Mises, Rougier, Rueff, Rüstow). Cette périodisation plus étriquée invite également S. Audier à mobiliser une documentation originale, souvent négligée dans les autres travaux et constituée de nombreux fonds d'archives, de sources inédites (les meetings du Mont Pèlerin ou les colloques d'Avignon et d'Ostende), voire non imprimées (comme le *Manifeste pour une Société libre* de 1959). Il est difficile sur ce point de prendre S. Audier en défaut : l'ampleur de l'enquête menée en impose et force l'admiration, en même temps qu'elle défie toute recension.

1. À propos des deux ouvrages de Serge Audier, *Devant la crise du libéralisme. Du Colloque Lippmann à la société du Mont Pèlerin. L'invention du néolibéralisme. Histoire, concepts, controverses. Volume 1*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2022, 514 p. ; et *Devant la crise du libéralisme. Les « Pèlerins » en quête d'hégémonie. L'invention du néolibéralisme. Histoire, concepts, controverses. Volume 2*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2023, 525 p.

2. Serge Audier, *Le Colloque Lippmann. Aux origines du néo-libéralisme*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2008.

3. Serge Audier, *Penser le « néolibéralisme ». Le moment néolibéral, Foucault et la crise du socialisme*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2015.

4. Serge Audier, *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset, 2012.

Si aucune synthèse ne saurait rendre justice à la richesse de l'ouvrage, on peut tenter d'en résumer le propos général de la manière suivante. Les deux thèses défendues par S. Audier, qui reconnaissent respectivement diverses tendances au sein de la mouvance néolibérale et plusieurs ruptures dans l'histoire de sa constitution et de son déploiement, se trouvent démontrées par l'examen minutieux de trois grands « moments » rattachés à différents foyers du néolibéralisme. Le premier, inaugural, est évidemment celui du Colloque Lippmann de 1938 et de ses effets immédiats pendant la Seconde Guerre mondiale, auxquels S. Audier consacre les deux premiers chapitres du volume 1. Refusant de réduire ce moment fondateur « au statut d'antichambre de ce qu'on postulait être sa suite logique et directe » (vol. 1, p. 68), S. Audier insiste beaucoup sur les divergences qui s'y sont exprimées, et qui ouvraient ainsi dès le début le champ des devenirs potentiels. Il revient longuement sur l'opposition entre, d'un côté, une aile radicale, alors qualifiée de « paléo-libérale » par ses détracteurs (notamment Rougier et Rüstow), bien représentée par Hayek et Mises, méfiante vis-à-vis de l'État et fidèle aux principes du libéralisme classique, et, de l'autre côté, une frange modérée, revendiquant plus volontiers le label « néo-libéral », incarnée par les ordo-libéraux allemands et les libéraux français, mieux disposée à l'endroit de l'autorité étatique, plus interventionniste, et exprimant une sensibilité souvent plus conservatrice sur les sujets moraux (notamment chez Röpke et Rüstow) et plus égalitariste sur les questions sociales (par exemple Lippmann qui avait applaudi le *New Deal* de Roosevelt). S. Audier suggère même que cet « interventionnisme libéral » (Rüstow) ou ce « libéralisme constructeur » (Rougier) était alors majoritaire au sein du mouvement embryonnaire, et exprimait le mieux son intention originelle que trahiraient en quelque sorte ses développements ultérieurs.

C'est ce que permet de comprendre le deuxième moment examiné par S. Audier, qui correspond *grosso modo* aux 15 premières années de la Société du Mont Pèlerin fondée en 1947, et auxquelles l'auteur réserve trois chapitres (le III du volume 1, et les I et V du volume 2). L'originalité de S. Audier consiste tout d'abord à refuser l'hypothèse d'une parfaite continuité – doctrinale et stratégique – entre 1938 et 1947, qui ferait du Colloque Lippmann une sorte de « répétition générale » (vol. 1, p. 321) de la Société du Mont

Pèlerin. S. Audier constate que la configuration du mouvement a changé et que le rapport de force s'est inversé. Les libéraux les plus modérés (notamment Rougier, Lippmann et Rüstow) ne sont pas tous présents à Vevey en Suisse au meeting inaugural de la Société, alors que les plus radicaux, renforcés par le recrutement d'un fort contingent d'économistes américains (notamment Hazlitt, Read et Friedman) deviennent progressivement majoritaires. S. Audier raconte dans les détails les nombreuses divergences entre les deux groupes qui se sont exprimées dès la fin des années 1940 et jusqu'au début des années 1960 au sein de la Société. La force de son travail est qu'il ne se contente pas d'exposer les conflits personnels (notamment entre Hayek et Hunold, proche de Röpke), mais analyse avec beaucoup de précision les controverses théoriques sur la question sociale (vol. 1, p. 401), le syndicalisme (vol. 1, p. 408), la propriété (vol. 1, p. 415), l'Europe (vol. 1, p. 418 ; vol. 2, p. 382), la religion (vol. 1, p. 423), la stratégie à adopter (vol. 2, p. 80) et le rapport au conservatisme (vol. 2, p. 368). L'analyse de cette séquence, qui se clôt avec la mort de Röpke et la victoire des plus radicaux, permet à S. Audier de démontrer que la relative homogénéité idéologique qui prédominera dans les années 1970 ne fut pas l'issue irrésistible d'une marche entamée en 1938 puis poursuivie linéairement sans embarras, mais le fruit d'une histoire hautement conflictuelle, et n'a pu s'obtenir qu'au prix d'un « adieu au néolibéralisme historique » (vol. 2, p. 102) qui prévalait lors du Colloque Lippmann.

Cette thèse se trouve enfin justifiée d'une troisième manière, par l'examen d'un autre foyer néolibéral : les espaces interstitiels où l'on a tenté d'ériger des versions alternatives de la doctrine. S. Audier entend ici mettre un coup de projecteur sur plusieurs entreprises intellectuelles, institutions et manifestations longuement demeurées dans l'ombre de la Société du Mont Pèlerin, et qui ont voulu apporter une autre postérité au Colloque Lippmann. C'est là, très certainement, la contribution la plus originale apportée par S. Audier dans ce nouvel opus. L'auteur soutient que l'esprit du Colloque Lippmann aurait perduré et se serait diffusé par d'autres canaux que la seule Société du Mont Pèlerin, à travers différentes institutions peu connues (notamment le Centre international d'études pour la rénovation du libéralisme, le Centre Paul Hymans, et le « petit milieu néo-libéral français »). S. Audier

s'intéresse plus particulièrement à trois événements auxquels il consacre autant de chapitres dans le second volume : le colloque d'Avignon (chapitre II), le colloque d'Ostende (chapitre III) et le *Manifeste pour une Société libre* (chapitre IV). Le premier colloque, très confidentiel, se tint à Avignon en avril 1948, un an après la création de la Société du Mont Pèlerin, et réunit une majorité de Français (notamment Rougier, Rueff et Baudin) ainsi que Röpke. Malgré quelques réserves exprimées par ce dernier (concernant notamment le positivisme et l'économicisme de ses homologues français), l'événement consolida fortement une « convergence franco-allemande » (vol. 2, p. 192), autour d'un néolibéralisme résolument interventionniste, à la fois plus conservateur et « consensuel » (dans l'esprit du « libéralisme social » alors promu par Rueff). Le Colloque international du libéralisme économique qui se tint à Ostende en octobre 1958 vint quant à lui renforcer, malgré la présence d'un Mises isolé, cet axe franco-allemand, ajoutant à son programme un « crédo fédéraliste européen » (vol. 2, p. 240) notamment porté par Rueff, Villey et Allais. Enfin une rencontre au Pavillon de l'Élysée en février 1959, rassemblant plusieurs « néo-libéraux historiques » (vol. 2, p. 305) français (dont Allais, Rueff et Rougier) et quelques « protagonistes des milieux fédéralistes pro-européens » (vol. 2, p. 305), donna lieu à l'élaboration d'un *Manifeste pour une Société libre* fortement imprégné de la « troisième voie » et du « planisme concurrentiel » prôné par Allais. Bien que S. Audier présente ces différentes entreprises comme des échecs relatifs, leur examen lui permet de faire non seulement entendre d'autres voix néolibérales, souvent couvertes par celles des « vainqueurs », mais aussi comprendre que la Société du Mont Pèlerin n'a pas épuisé tous les devenir possibles du Colloque Lippmann.

La richesse du corpus examiné, l'étendue des sources mobilisées et la minutie de leur restitution font de cette vaste fresque historique offerte par S. Audier une contribution impressionnante et incontournable. Les deux volumes constituent un ouvrage de référence que quiconque entreprenant une réflexion sur le sujet devrait commencer par lire. Le seul regret que l'on peut ici exprimer est que l'enquête s'achève trop tôt, et que S. Audier interrompe son récit au milieu des années 1960 en laissant penser que la suite ne serait que la continuation de ce moment conclusif et que la configuration du mouvement néolibéral

serait depuis demeurée inchangée. Celle-ci a pourtant considérablement évolué. L'opposition identifiée par S. Audier entre un axe interventionniste franco-allemand et une frange « ultralibérale » incarnée par Hayek et Friedman a en effet peu à peu cédé la place à une confrontation de plus en plus exacerbée entre des Autrichiens marginalisés et radicalisés (avec notamment la constitution d'un mouvement libertarien à la fin des années 1960 et le développement de l'anarcho-capitalisme) et des néoclassiques de plus en plus dominants, mais qui ont de leur côté sensiblement tempéré leur anti-interventionnisme (notamment à la suite de la crise économique de 2007-2008). S. Audier écrit pourtant que « ce n'est pas assez de dire que le néolibéralisme a une histoire : il est une histoire » (vol. 1, p. 64). Mais cette histoire n'est-elle pas devenue trop longue et discontinuée pour être subsumée sous un seul concept ?

Une conceptualisation impossible ?

S. Audier n'entend pas s'en tenir à une reconstitution historique des 20 premières années du néolibéralisme – il va même jusqu'à nier que sa recherche soit « celle d'un historien » (vol. 1, p. 67) – et revendique une aspiration philosophique plus affirmée que dans ses précédents travaux. Cet effort de conceptualisation se manifeste plus particulièrement dans les deux introductions ouvrant chacun des deux volumes, ainsi que dans les deux longues conclusions où l'auteur interromp le cours de son récit historique pour développer trois types de considérations plus théoriques.

Les premières répondent à des questions de méthode, et offrent à S. Audier l'opportunité de préciser son approche, qu'il qualifie d'« histoire conflictuelle des doctrines » (vol. 1, p. 70). Cette perspective emprunte selon S. Audier autant au contextualisme de Skinner et à l'histoire des concepts de Koselleck qu'à une sociologie marxiste, bourdieusienne ou institutionnaliste. Ce pluralisme, qui pourrait confiner à l'éclectisme, préviendrait selon S. Audier deux écueils. Celui de l'essentialisme, qui consisterait à fossiliser, en le réifiant, un néolibéralisme pourtant pluriel et mouvant. Mais aussi celui du nominalisme, qui reviendrait à « imaginer qu'il y a autant de néolibéralismes que de théoriciens néolibéraux » (vol. 2, p. 25). En prétendant éviter ce piège, S. Audier entend répondre à une critique adressée de manière récurrente à ses premiers travaux et

qu'il résume de la manière suivante : « Parce que nous avons mis en avant des conflits de lignes, de paradigmes et de stratégies [...] nous aurions le projet secret de soutenir que le néolibéralisme n'existe pas, ou qu'il n'est qu'une "fiction", que peut-être nous entendrions secrètement désarmer toute critique par le rideau de fumée d'un "déconstructivisme" radical ou d'une infinité de "nuances" » (vol. 2, p. 443).

Pour réfuter ces accusations de dissolution de son objet, S. Audier est conduit à engager un deuxième front de réflexion théorique sur la nature du néolibéralisme. Par-delà leurs nombreuses divisions, les penseurs néolibéraux disposeraient d'un « agenda fédérateur minimal » (vol. 1, p. 64), constitué d'un « socle de répulsions » (le collectivisme, qu'il soit communiste, socialiste, fasciste ou progressiste ; l'« étatisation ou bureaucratisation de la protection sociale » ; « l'instabilité monétaire, et singulièrement l'inflation » ; « la souveraineté populaire pleine et entière ») et d'un ensemble de « valorisations » communes (les « mécanismes de marché et du système libre des prix » ; « une économie décentralisée et concurrentielle » ; le « primat de la propriété privée »). Si cette définition très succincte – S. Audier ne lui consacre en tout et pour tout qu'un seul paragraphe (vol. 2, p. 449-451) – et très générale – on ne voit pas très bien ce qui permet de distinguer le néolibéralisme du libéralisme classique – ne contentera sans doute pas ses premiers détracteurs, elle a le double mérite de respecter le pluralisme de la doctrine et de la distinguer d'autres pensées, notamment autoritaires, auxquelles elle est encore trop souvent associée.

Cette conceptualisation reste toutefois peut-être trop incertaine pour satisfaire les ambitions que S. Audier nourrit à travers un troisième type de considérations théoriques, où l'auteur dévoile son propre « horizon normatif » (vol. 2, p. 490) et s'interroge sur les critiques qu'il reste possible d'adresser au néolibéralisme. S. Audier passe tout d'abord en revue plusieurs lectures du néolibéralisme, dont il dénonce tour à tour le caractère toujours trop réducteur et mutilant. Les « approches polanyiennes » (vol. 1, p. 464-473) rendent bien compte des pensées d'un Rothbard, d'un Hayek ou d'un Friedman, mais négligent « la dimension de constructivisme concurrentiel » du « premier "néo-libéralisme" » (vol. 1, p. 468) ; les interprétations foucaaldiennes (vol. 1, p. 484-502) s'appliquent parfaitement aux théories néo-classiques, mais occultent « l'anthropologie

conservatrice et naturaliste des "néo-libéraux" allemands » (vol. 1, p. 488) ; les critiques inspirées par Berlin (vol. 2, p. 490-505) qui voient dans le libéralisme de marché une forme de monisme dogmatique ne font pas justice au pluralisme revendiqué par des auteurs comme Hayek ou Buchanan. Si ces passages bien informés sont souvent très convaincants, ils résonnent aussi parfois comme un aveu d'échec à articuler les deux ambitions affichées, comme si l'auteur admettait l'impossibilité de manipuler un concept que son enquête historique aurait sinon totalement déconstruit, en tout cas rendu inopérant. À la fin du second volume, S. Audier tente toutefois d'esquisser deux grandes critiques qui affligeraient l'ensemble de la doctrine, n'en négligeraient aucune version, et permettraient de définir les termes d'une alternative. Ces considérations plus prescriptives, qui permettent à S. Audier de renouer avec certaines réflexions engagées dans ses précédents travaux, consistent à ajouter à la défense du pluralisme la reconquête républicaine d'« une dimension délibérative et civique » (vol. 2, p. 502) et à proposer un encastrement de l'économie alternatif à celui, conservateur, envisagé par les ordo-libéraux, et qui serait à la fois « démocratique, social et écologique » (vol. 2, p. 511).

C'est ici que la réserve que nous avons précédemment formulée présente des incidences théoriques, et permet de révéler un certain hiatus entre une enquête historique plus restreinte et une ambition réflexive à vocation généralisante. On pourrait en effet retourner à S. Audier un reproche analogue à celui qu'il adresse à bon droit à beaucoup d'autres : négliger une opposition importante, en l'occurrence celle entre néo-classiques et Autrichiens. Bien que S. Audier ait parfaitement connaissance des débats qui divisent les deux factions, et qu'il fasse à plusieurs reprises mention de leurs divergences épistémologiques, l'ensemble de ses réflexions reste structuré autour des deux blocs franco-allemand et américano-autrichien, auxquels il réserve d'ailleurs, sinon deux mots différents, deux manières distinctes d'orthographier leur étiquette (en écrivant respectivement « néo-libéralisme » et « néolibéralisme »). Si le clivage qui préoccupe S. Audier était sans conteste le plus saillant sur la période de son investigation, il a depuis été supplanté par une autre dispute, toujours plus vive, entre d'une part, des néo-classiques dominants et occupant aujourd'hui l'espace des modérés laissé vacant par

les ordo-libéraux et, d'autre part, des Autrichiens minoritaires et hostiles à toute forme d'interventionnisme. Face à la confusion générée par cette ultime évolution, il serait alors sans doute préférable de renouer avec le sens originel du néolibéralisme (entendu comme l'idéologie justifiant l'entretien du marché par une raison gouvernementale), et de mieux le distinguer du libertarisme (considéré comme l'utopie explorant l'horizon d'un marché auto-organisé). Ces deux volumes prolongent ainsi avec profit la recherche engagée de longue date par S. Audier, et qui reste encore pour lui un « chantier », comme toute quête qui entend éviter le dogmatisme » (vol. 2, p. 433). Ils invitent aussi à poursuivre les recherches sur le néolibéralisme, dont l'histoire, qui s'écrit encore, continue de complexifier la conceptualisation.

Sébastien Caré -
Université de Rennes, IDPSP

L'espoir et l'ordinaire des révolutions¹

Dans *La complication*, Claude Lefort invitait François Furet à sortir de l'illusion² pour « revenir au concret ». Cinq historien-ne-s et politistes spécialistes des révolutions s'emparent de cette proposition et au moyen d'un pluralisme assumé, offrent au lecteur un livre monde sur les révolutions d'ailleurs – et d'ici –, qui restitue toute la richesse et la plasticité des moments révolutionnaires. À l'instar d'une autre somme historique d'envergure, *Colonisations, notre histoire*³, l'ouvrage propose un récit polyphonique d'événements mythiques et structurants, dont on n'a souvent qu'une connaissance fragmentée. Ce projet d'ampleur à la fois théorique et empirique se fonde sur une démarche qui permet aux auteur-e-s d'aborder par le bas les expériences révolutionnaires sans rien masquer de leurs spécificités, des dynamiques endogènes dont elles se sont nourries, et des concepts auxquels elles ont donné naissance.

Analyser les révolutions dans une perspective de micro-histoire globale, qui emprunte largement aux *subaltern studies* mais aussi à une

démarche attentive au protagonisme révolutionnaire, conduit à une triple extension de la révolution : géographique, historique mais aussi conceptuelle. L'ouvrage montre ainsi que le siècle des révolutions n'est pas le XIX^e siècle, et que leur terreau principal n'est pas l'Europe. Ce serait bien plutôt lors de la seconde moitié du XX^e siècle et dans le Sud global que les révolutions sont les plus nombreuses. Révolutions nationales, sociales, agraires, féministes, passives, d'en bas, d'en haut... Les auteur-e-s posent la question de ce que recouvre le terme de révolution dans ses multiples usages en l'arrimant à différents contextes linguistiques, historiques, politiques, en un mot à des mondes sociaux pluriels. L'ouvrage assume ainsi de poser plus de questions qu'il n'apporte de réponses en ouvrant plutôt des pistes de réflexion, notamment celle de la dénomination des révolutions, et celle de leurs issues, pour mieux se concentrer sur ce qui se passe pendant un moment révolutionnaire.

Provincialiser 1789 ?

Pour donner naissance à *Une histoire globale des révolutions*, Ludvine Bantigny, Quentin Deluermoz, Boris Gobille, Laurent Jeanpierre, et Eugénia Palieraki ont fait feu de tout bois : ils mêlent divers formats de textes issus des sciences sociales du politique. L'ouvrage conserve cependant une unité. D'abord parce qu'il est le fruit d'une démarche de long terme : il est adossé à un séminaire de recherche sur les révolutions, l'histoire et les sciences sociales animé par deux des coauteurs. Il est également structuré de manière à faire l'anatomie des révolutions. Les quatre temps qui scandent le texte permettent effectivement de formuler un récit à plusieurs voix qui ne néglige pas la montée en généralité (Partie 1 : Penser et dire les révolutions), les généalogies et l'inscription dans le temps long (Partie 2 : Les révolutions avant les révolutions), une interrogation des dynamiques endogènes à certaines aires géographiques (Partie 3 : Constellations), et enfin un retour aux concepts (Partie 4 : Traversées). Cet ouvrage est d'abord une expérience éditoriale d'histoire globale : le projet des auteur-e-s est de multiplier les points de vue à travers une écriture

1. À propos de : Ludvine Bantigny, Quentin Deluermoz, Boris Gobille, Laurent Jeanpierre, Eugénia Palieraki (dir.), *Une histoire globale des révolutions*, Paris, La Découverte, 2023, 1197 p. Index.

2. Claude Lefort, *La complication*, Paris, Fayard, 1999. L'ouvrage répond au livre de François Furet, *Le passé d'une illusion*, Paris, Calmann-Lévy / Robert Laffont, 1995.

3. Dirigé par Pierre Singaravélou, coauteur fréquent de Quentin Deluermoz.